

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Centre Hospitalier Gérard Marchant
134 route d'Espagne
BP 65714 – 31057 Toulouse Cedex 1

Prestations, travaux et fournitures relatives à la maintenance, l'entretien et l'optimisation des installation de sécurité incendie, moyens de secours incendie et des systèmes d'extinction automatique du Groupement Hospitalier du territoire Haute-Garonne - Tarn Ouest

LOT 10 : Maintenance des moyens de secours du CH MARCHANT

SOMMAIRE

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
I-1 PREAMBULE	4
I-2 OBJET DU MARCHE	4
I-3 PRESENTATION GENERALE DU CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT	4
I-3.1 Site principal : Route d'Espagne à Toulouse	4
I-3.2 Structures extérieures	7
I-4 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DU CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT	8
I-4.1 Site principal : Route d'Espagne	8
I-4.2 Structures extérieures	8
I-5 PERIMETRE DES INSTALLATIONS.....	8
I-6 REGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	8
I-7 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER	8
I-7.1 Règles communes.....	8
I-7.2 UHSA Centre hospitalier Gérard Marchant : Contraintes d'intervention.....	9
En outre, sous 2 semaines après la notification du marché, le titulaire s'engage à fournir le nom et la copie de la pièce d'identité du chargé d'affaire ou du conducteur des travaux en charge du marché et de tous les personnels d'astreinte de l'entreprise pour une autorisation d'accès permanente.	9
Le CHGM se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels qui ne répondent pas aux exigences de l'administration pénitentiaire.	9
I-8 OBLIGATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE	9
TITRE II. PRESTATION DE MAINTENANCE	10
II-1 MAINTIEN DES INSTALLATIONS	10
II-1.1 Au titre de la maintenance préventive	10
II-1.2 Au titre de la maintenance corrective	10
II-1.3 Au titre des obligations générales	10
II-2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	11
II-2.1 Maintenance préventive.....	11
II-2.1.1 Périmètre de la maintenance préventive.....	11
II-2.1.2 Planning prévisionnel annuel.....	11
II-2.1.3 Rapport d'intervention.....	12
II-2.1.4 Délai d'intervention.....	12
II-2.2 Maintenance corrective.....	12
II-2.2.1 Périmètre de la maintenance corrective.....	12
II-2.2.2 Rapport d'intervention.....	12
II-2.2.3 Délai d'intervention.....	12
II-2.2.4 Délai de rétablissement	12
II-2.3 Périmètre de l'assistance Technique	13
II-3 DOCUMENT ET OUTILS DE SUIVI.....	13
II-3.1 Renseignement sur l'outil GMAO du CHU de Toulouse	13
II-3.2 Gammes de maintenance	13
II-3.3 Gestion des demandes d'intervention GMAO	14
II-3.4 Registre de sécurité	14
II-3.5 Etablissement d'un rapport de visite	14
II-3.6 Réunions.....	15
II-4 CONDITIONS D'INTERVENTION	15
II-4.1 Mise à disposition des locaux	16
II-4.2 Remise en place des équipements après intervention	16
II-4.3 Nettoyage des équipements et des locaux.....	16
II-4.4 Evacuation des déchets	16
II-4.5 Utilisation des équipements du CHU, du CHGM.....	17

II-4.6	GARANTIE	17
II-4.7	SOUS-TRAITANCE.....	17
II-5	PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES	18
II-5.1	Consommables	18
II-5.2	Pièces détachées	18
II-5.3	Présentation des devis.....	19
II-6	CONFIDENTIALITE	19
II-7	CONSIGNATION	19
II-8	SPECIFICITES PAR ETABLISSEMENT	19
II-8.1	Spécificités Marchant	19

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

I-1 PREAMBULE

Dans le cadre de la réglementation sur les moyens de secours incendie, le CH Gérard MARCHANT fait appel à un prestataire externe à travers ce cahier des charges. Pour ce faire, le futur titulaire devra assurer la maintenance de ces installations dans le périmètre défini dans le présent CCTP.

I-2 OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet l'ensemble des prestations techniques et des fournitures relatives à la maintenance, l'entretien et l'optimisation des moyens de secours incendie, de la signalétique sécurité incendie et de l'extinction automatique du CH Gérard MARCHANT.

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements
- d'assurer la maintenance et le contrôle des équipements
- d'optimiser la durée de vie des équipements
- de bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- d'assurer la sécurité des biens et des personnes
- de maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les responsables chargés de la sécurité incendie.
- respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur

Les prestations entrant dans le cadre du forfait sont :

- La main d'œuvre, les fournitures et toutes sujétions nécessaires pour réaliser les prestations de maintenance préventive décrites dans la gamme de maintenance en annexe ;

Les prestations entrant dans le cadre d'une gestion à bon de commande sont :

- La main d'œuvre et les fournitures pour les prestations de maintenance correctives
- L'achat et la mise en œuvre d'équipements, de signalétique
- L'assistance technique : mise à jour de dossiers d'identité, de paramétrage des systèmes permettant l'intégration des nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation,
- L'étude, proposition de projet détaillé, estimé financièrement, travaux pour des renouvellements d'installation, des travaux d'opérations d'adaptations simples, fourniture d'équipement
- La révision et l'entretien du matériel de formation à la sécurité incendie (bac à feu,).

I-3 PRESENTATION GENERALE DU CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT

Le Centre Hospitalier Gérard Marchant est un établissement public de santé spécialisé dans la santé mentale qui s'adresse à la population haute garonnaise.

Ses services, répartis dans l'enceinte du Centre Hospitalier et à l'extérieur sur tout le territoire départemental sont compétents en psychiatrie générale, psychiatrie infanto-juvénile et psychiatrie en milieu pénitentiaire.

I-3.1 Site principal : Route d'Espagne à Toulouse

Le site principal du Centre Hospitalier Gérard, situé 134 route d'Espagne à Toulouse, regroupe dans un parc de 42.5 hectares 86 bâtiments dont 30 bâtiments désaffectés, 20 bâtiments de soins et 30 bâtiments divers (administratifs, techniques...).

Il est à noter l'existence

- D'une Unité Hospitalière Spécialement Aménagée sur le site : il s'agit de deux services de soins accueillant des patients par ailleurs faisant l'objet d'une détention. La surveillance périmétrique du bâtiment est assurée par des agents de l'administration pénitentiaire.
- D'une Unité de Soins de Longue Durée de 80 lits : il s'agit d'une unité accueillant des patients âgés.

I-3.2 Structures extérieures

Le Centre Hospitalier dispose de structures situées sur 35 adresses.

Elles sont implantées sur Toulouse, sa périphérie mais aussi sur le reste du département de la Haute Garonne.

PÔLES	N°	SECTEUR	NATURE	ADRESSE	VILLE
Psychiatrie Infanto-Juvénile	402	Pédo-Psy	CMP	23, route de Toulouse	AUTERIVE
	405		CMP	Route de Gascogne	LEGUEVIN
	409		HJ	26, boulevard Wimille	ST GAUDENS
	300		HJ	10, chemin De Maurens	CUGNAUX
	302		HJ	165, route de Seysses	TOULOUSE
	303		UCHA	34, avenue Etienne Billières	TOULOUSE
	305		CMP/CATTP/UMES	4, rue George Sand	TOURNEFEUILLE
	306		CMP/CATTP/HJ/UMES	13, chemin des Nauzes (Volvestre)	CARBONNE
Psychiatrie Générale Rive gauche	422	Secteur I	Maison Thérapeutique	12bis, rue de Rimont	TOULOUSE
	423		CMP/CATTP	95, rue de la Louge	MURET
	424		HJ	17, rue B. Séro	MURET
	426		CMP/CATTP	236, route de Seysses(Villa Albert)	TOULOUSE
	310		HJ	58, rue Lalanne	TOULOUSE
	330	Secteur II	CMP/CATTP/HJ	40, chemin des Nauzes	CARBONNE
	331		CMP/CATTP/HJ/AFT	4, rue de Négogousses (Les Arènes)	TOULOUSE
	446	Secteur VI	Un chez soi d'abord	280, avenue de Muret	TOULOUSE
	521		Appartement Thérapeutique	51, rue du Printemps	TOULOUSE
	525		Maison Thérapeutique	19, rue Maréchal Joffre	TOULOUSE
	526		Appartement Thérapeutique	15, allée de la Limagne	TOULOUSE
	370		CPC	20, rue Maignan	TOULOUSE
	371		CMP/CATTP	45, rue du Prat	COLOMIERS
Psychiatrie Générale	464	Secteur III	HJ NEGRENEYS-EMIPSA Les Raisins HJ Pôle RDNE Les Raisins	27, Boulevard des Minimes	TOULOUSE
	340		CMP/CATTP	54-57, Bd de l'Embouchure (Minimes)	TOULOUSE
Rive droite Nord Est	380	Secteur VIII	CMP/CATTP RECIFS	11, Boulevard Marengo	TOULOUSE
	381		CATTP	11, Boulevard Marengo, Maison sur le toit	TOULOUSE
	382		CMP/CATTP	68, Chemin de Lassalle	BESSIERES
Psychiatrie Générale Rive droite	350A	Secteur IV	CMP/CATTP	8, Port Saint Sauveur	TOULOUSE
	350B		AJIR/EMIC	8, Port Saint Sauveur	TOULOUSE
	481		CMP/CATTP	Centre de Santé- 7rue de la Tuilerie	NAILLOUX
Sud Est	360	Secteur V	Centre de Soins pour Etudiants	4, rue Gatien Arnoult (St Sernin)	TOULOUSE
	362		CMP/CATTP	3-5 Grand rue Saint Michel	TOULOUSE
	363		CPC	59 Allée Campferran (Pont de Bois)	AUZEVILLE
Psychiatrie et conduites addictives milieu pénitentiaire	562	SMPR	SMPR	Maison d'Arrêt-ZA Ségla BP 28	SEYSSSES
	563		SMPR	BP 312	MURET
	564		CRIAVS	7, rue Colonel Driant	TOULOUSE

Ces structures permettent des prises en charge de formes multiples :

- Consultations dans les CMP

- Hospitalisations à temps complet dans les Centres de Post Cure, appartements thérapeutiques
- Hôpitaux de jour
- Centre de ressources partagés
- Centre d'activité thérapeutiques en temps partiel

I-4 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DU CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT

Le listing du parc est donné en annexe 3 « Parc extincteurs CH Marchant maj 2025 ».

I-4.1 Site principal : Route d'Espagne

Moyens de secours : le site est doté d'extincteurs, de 5 RIA, d'un traceflam (situé dans l'unité de production en restauration) et d'une colonne sèche située dans l'UHSA.

I-4.2 Structures extérieures

Moyens de secours : Toutes les structures ne sont dotées que d'extincteurs.

Seule la structure d'Auterive est dotée en plus d'un pendulaire.

Il n'y a pas de RIA sur les structures extérieures

I-5 PERIMETRE DES INSTALLATIONS

Les installations et équipement à prendre en compte dans le périmètre du présent CCTP sont celles définies dans les annexes N°2 du présent document.

Pour le CH Marchant, le périmètre des installations est donné en annexe N°3.

I-6 REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des matériels concernés, et ce, pendant toute la durée du marché.

I-7 SUJETION EN MILIEU HOSPITALIER

I-7.1 Règles communes

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier, en sites occupés. Il est interdit d'avoir des interactions avec les patients

Le titulaire doit, en conséquence, tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

Le titulaire s'assurera qu'aucun équipements ou outillages n'échappe à sa surveillance dans les unités de soins.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies pompiers, parkings...).

Les risques généraux dans les établissements de santé sont précisés dans le plan de prévention type. A ce titre, le titulaire devra établir un plan de prévention avant la date de prise en charge du marché.

I-7.2 UHSA Centre hospitalier Gérard Marchant : Contraintes d'intervention

L'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA) est une unité destinée à l'hospitalisation en psychiatrie des personnes détenues implantée sur le site principal du CH G. Marchant.

L'accès à l'UHSA est règlementé et est soumis aux mêmes règles que l'accès à un établissement pénitentiaire. A ce titre, le titulaire s'engage à répondre aux conditions et protocoles d'accès imposés par le Centre Hospitalier et par l'Administration Pénitentiaire.

A ce titre, les titulaires s'engagent à fournir pour tous les intervenants avant toute intervention dans cette unité et dans le délai imposé par le Centre Hospitalier, les éléments suivants :

- le nom des intervenants et la copie des cartes d'identité,
- le n° d'immatriculation des véhicules,
- toutes les autres pièces exigées par l'Administration Pénitentiaire.

En outre, sous 2 semaines après la notification du marché, le titulaire s'engage à fournir le nom et la copie de la pièce d'identité du chargé d'affaire ou du conducteur des travaux en charge du marché et de tous les personnels d'astreinte de l'entreprise pour une autorisation d'accès permanente.

Le CHGM se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels qui ne répondent pas aux exigences de l'administration pénitentiaire.

Si le titulaire ne répond pas à ces exigences, le Centre Hospitalier se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse exiger d'indemnité.

I-8 OBLIGATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance qui lui sont confiées. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira à chaque adhérent tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

TITRE II. PRESTATION DE MAINTENANCE

II-1 MAINTIEN DES INSTALLATIONS

Dans le cadre du présent marché doté d'une obligation de résultat, le CHU de Toulouse, le CHGM et le CH de Muret confient des prestations de maintenance sur ses installations, afin d'obtenir les performances durables dans les points ci-dessous :

Le CHU de Toulouse, le CHGM et le CH de Muret confient des prestations de maintenance sur leurs installations à un professionnel réputé compétent, dans le cadre d'un marché avec garantie de résultat, afin d'obtenir les performances durables dans les points ci-dessous :

II-1.1 Au titre de la maintenance préventive

Les opérations de maintenance préventive devront débuter dans un délai maximum de 5 jours ouvrés qui suit l'émission du bon GMAO et conformément au calendrier prévisionnel arrêté avec le CHU, le CHGM et le CH de Muret. Sauf disposition particulière liée à la continuité de service, Les délais de réalisation seront définis entre le titulaire et les responsables de Sécurité Incendie.

II-1.2 Au titre de la maintenance corrective

Dès lors que le bon de commande pour une intervention curative est porté à la connaissance du titulaire, le délai de remise en fonctionnement normal d'un équipement en mode dégradé ne peut dépasser 48h ouvrées.

II-1.3 Au titre des obligations générales

- Les fonctions des installations devront rester opérationnelles à **100%** : Le titulaire du marché dans son obligation de contrôle doit répondre fonctionnellement que tous les équipements qu'il a en charge donnent la réponse et la performance attendue.
- Les prestations, éventuellement sous traitées, qui requièrent des compétences, certifications et habilitations pour leur réalisation seront effectuées par des prestataires présentant ces compétences, certifications et habilitations.
- La traçabilité des prestations.

Gestion du mode dégradé :

Le mode dégradé se définit comme le fonctionnement des installations de manière partielle ou ralentie suite à un dysfonctionnement. Une organisation particulière est à mettre en place pour poursuivre l'exploitation tout en attendant l'opération de maintenance corrective nécessaire à la remise en route normale.

La gestion du mode dégradé d'une installation peut être assurée soit par les Services de Sécurité Incendie, soit par le titulaire.

Le fonctionnement en mode dégradé constitue l'obligation minimale du titulaire, requise pour assurer la continuité du service public hospitalier.

II-2.1 Maintenance préventive

II-2.1.1 Périmètre de la maintenance préventive

Le titulaire prend à sa charge la maintenance préventive de l'ensemble du parc en annexe 2 et assure la veille de celle-ci.

Lors du remplacement d'un extincteur réformé par un extincteur neuf pendant la maintenance préventive, aucun forfait de pose ne peut être demandé (cela intègre également la dénaturation totale de l'ancien avec prestation et produit et l'étiquette et la pose)

L'entreprise retenue aura aussi un devoir de conseil, notamment sur le positionnement, le nombre, le type d'extincteur, le système de fixation, la signalisation, une liste détaillée sera transmise sur laquelle apparaîtront les modifications à apporter avec les références réglementaires en parallèle.

Pour le CH Marchant, le parc est détaillé en annexe N°3. Intitulée « **Parc extincteurs CH Marchant maj 2025** ».

La maintenance des moyens de secours respectera les réglementations, normes et règles de l'art en vigueur, notamment :

- la norme NF S 61-919, NF S 61-750, NF S 61-759-1, NF S 61-201, Procédure de maintenance
- la Règle I4 de l'APSAAD
- le Guide de Maintenance du CNMIS
- la gamme de maintenance en annexe 1

II-2.1.2 Planning prévisionnel annuel

Durant la période de préparation, le titulaire fera parvenir pour validation aux responsables de Sécurité Incendie du CHU de Toulouse, du CHGM et du CH de Muret, le planning prévisionnel des opérations de maintenance préventive des installations techniques.

Ce planning annuel devra être réalisé en tenant compte de la fréquence de chaque gamme de maintenance, des moyens humains nécessaires, de leur durée de réalisation.

Le CHU de Toulouse, le CHGM et le CH de Muret pourront modifier le planning autant que nécessaire, en fonction des contraintes des services de soins et de la continuité des soins.

Les prestations de maintenance préventive qui nécessiteraient un arrêt prolongé des équipements seront exécutées aux dates convenues entre le CHU de Toulouse, ou le CHGM, ou le CH de Muret et le titulaire lors des réunions.

Les opérations de maintenance préventive n'affectant pas l'activité hospitalière s'effectueront du lundi au vendredi entre 8h et 18h pour le CHU de Toulouse et du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h pour le CHGM et le CH de Muret. Il sera demandé au titulaire pour les opérations de maintenance qui impactent l'activité hospitalière de réaliser ces opérations de maintenance aux heures et jours les moins préjudiciables pour l'activité hospitalière, heures de nuit et week-end compris. Ces modifications ne feront pas l'objet d'un supplément de facturation.

Si l'opération de maintenance préventive ne peut rester transparente pour les utilisateurs, le prestataire titulaire doit informer au minimum 4 semaines avant les Services de Sécurité, ceux-ci assurant l'information auprès des services de soins. A défaut, le CHU de Toulouse, le CHGM et le CH de Muret appliqueront les pénalités prévues au CCAP.

Des pénalités de retard peuvent être appliquées au titulaire si la périodicité des maintenances préventives n'est pas respectée. Ces pénalités sont définies au CCAP.

En fonction des contraintes liées à l'activité de certains services (blocs opératoires, rea,...), Le titulaire sera amené à réaliser certaines interventions préventives et correctives sur des périodes de nuit ou WE.

Toutes les interventions pour le compte du CHGM et le CH de Muret s'effectueront du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h. Pas d'interventions à prévoir la nuit et les week-ends.

II-2.1.3 Rapport d'intervention

Pour le CHU, il devra figurer sur ce rapport d'intervention :

- Le numéro de l'intervention GMAO,
- Le numéro de(s) l'instance(s) GMAO impactée(s),
- le nom de l'intervenant,

Pour le CHU, CHGM et le CH de Muret, le rapport d'intervention sera fait par bâtiment et par type de moyens de secours.

II-2.1.4 Délai d'intervention

L'opération de maintenance préventive impactant l'approvisionnement de consommables, et/ou faisant appel à l'intervention d'un constructeur devra être anticipée par le titulaire de sorte à respecter les conditions et délai d'exécution.

Si le titulaire intervient en dehors de ces délais, des pénalités de retard lui seront appliquées conformément au CCAP.

II-2.2 Maintenance corrective

II-2.2.1 Périmètre de la maintenance corrective

Le titulaire assure toutes les interventions correctives qui auront fait l'objet d'un bon de commande sur la base de devis émis par le titulaire.

Ces interventions seront réalisées les jours ouvrés de 8h à 18h au CHU de Toulouse. Si l'activité hospitalière l'exige ces interventions pourront être réalisées hors heures et jours ouvrés.

Ces interventions seront réalisées les jours ouvrés de 8 h 30 à 16 h au CHGM et le CH de Muret.

Le titulaire prend à sa charge toute intervention corrective qui fait suite à une défaillance avérée de maintenance préventive.

II-2.2.2 Rapport d'intervention

Le titulaire proposera dans son mémoire technique le modèle de rapport d'intervention qu'il compte utiliser.

Pour le CHU, il devra figurer sur ce rapport d'intervention :

- Le numéro de l'intervention GMAO,
- Le numéro de(s) l'instance(s) GMAO impactées,
- le nom de l'intervenant,

Pour le CHGM et le CH de Muret, le nom du bâtiment et le numéro de l'équipement selon la GMAO du Centre Hospitalier

II-2.2.3 Délai d'intervention

Dès réception du bon de commande le titulaire dispose pour intervenir d'un délai maximum de 2 jours.

II-2.2.4 Délai de rétablissement

Dès lors que le bon de commande pour une intervention curative est porté à la connaissance du titulaire, le délai de remise en fonctionnement normal d'un équipement mis en mode dégradé ne peut dépasser 48 h.

Lorsque le titulaire prévoit que le délai réel de rétablissement du service va dépasser la durée prévue au marché, il en informe le CHU de Toulouse ou le CHGM ou le CH de Muret dans les plus brefs délais et met en place, en concertation avec le CHU de Toulouse ou le CHGM ou le CH de Muret, les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour pallier cette carence. En tout état de cause, le rétablissement du fonctionnement normal de l'installation technique devra intervenir dans un délai supplémentaire motivé par le titulaire et accordé par le CHU ou le CHGM.

Si le titulaire intervient en dehors de ce délai, des pénalités de retard lui seront appliquées conformément au CCAP.

II-2.3 Périmètre de l'assistance Technique

Le Titulaire doit assurer l'ensemble des prestations d'assistance technique demandées par les Services de Sécurité Incendie, pour l'ensemble des installations techniques.

Ces prestations sont soumises à facturation.

- Pour l'assistance technique sur la mise à jour de dossier et de plans
- Pour l'assistance technique sur l'étude et proposition de projet détaillé et estimé financièrement pour les travaux de renouvellement d'installation le délai de réalisation est fonction de l'importance de l'étude. Ce délai est négocié entre le responsable technique du CHU et le Titulaire.
- Pour l'assistance technique sur les opérations d'adaptations simples le délai fera l'objet d'une concertation entre le responsable technique du CHU et le Titulaire.
- Pour l'assistance technique sur la fourniture d'équipements.

II-3 DOCUMENT ET OUTILS DE SUIVI

II-3.1 Renseignement sur l'outil GMAO du CHU de Toulouse

L'outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur génère des demandes d'interventions qui devront être renseignées par le titulaire après chaque opération de maintenance préventive et fonctionnelle ou curative et ce à l'issue de l'intervention

Les demandes d'interventions qui s'inscrivent dans la durée du fait des phases d'instruction, d'approvisionnement de fourniture etc. seront renseignées à chaque phase.

Le CHU de Toulouse mettra à disposition sur les sites l'outil informatique permettant aux techniciens du titulaire de renseigner les rapports d'intervention, et gammes de maintenance.

Les rapports d'intervention seront rédigés en langue française et les abréviations (exemple : OK, RAS, etc.) ne sont pas admises.

Le CHU de Toulouse s'engage à assurer une session de formation sur l'outil GMAO KIMOCE pour le personnel du titulaire. Un tutoriel sera remis aux participants.

Le non-respect de ces obligations entraînera l'application de pénalités définies au cahier des clauses administratives particulières

II-3.2 Gammes de maintenance

Les gammes de maintenance présentées en annexe 1 du présent document représentent le minimum imposé au titulaire.

Le candidat dans son rôle de sachant se doit de compléter s'il le juge nécessaire ces gammes de maintenance pour les rendre exhaustives aussi bien dans leurs définitions, leurs fréquences et temps de réalisation.

Ces gammes de maintenance préventive complémentaires auront valeur contractuelle et seront soumises à réalisation dans le cadre du forfait.

En cas de dysfonctionnement ou litige consécutifs au manque d'exécution d'une gamme de maintenance préventive non ciblée par le titulaire, celui-ci ne pourra invoquer l'ignorer et supportera à sa charge les préjudices du dysfonctionnement ou litige.

II-3.3 Gestion des demandes d'intervention GMAO

Les demandes d'intervention dans l'outil GMAO sont générées par les Services de Sécurité Incendie.

- Les demandes de maintenance préventive seront planifiées en concertation avec le titulaire en fonction de la périodicité des gammes opératoires dans le mois qui suit la notification du marché et au début de chaque année suivante.
- Les demandes de maintenance corrective seront générées dès nécessité du besoin. Réunions de suivi de contrat

Le titulaire devra avoir remis avant la réunion, au format PDF et WORD un compte rendu faisant le bilan de l'état des installations, des opérations de maintenances préventives et correctives,

Le titulaire précisera notamment le :

- Récapitulatif des dépenses des consommables au titre du forfait de la maintenance préventive.
- soumises à facturation dans le cadre maintenance à l'attachement.
- Le planning de maintenance préventive et son état d'avancement,
- L'analyse des interventions de maintenance curative,
- Le nombre de fournitures acheté dans le cadre du BPU et hors BPU
- Des solutions d'amélioration de l'organisation du travail, de la qualité de la prestation...
- Et toute autre proposition à son initiative

Le titulaire devra également proposer des pistes de réflexion sur les actions à mener ou les travaux/préconisations techniques d'amélioration à réaliser.

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu cosigné par les deux parties.

II-3.4 Registre de sécurité

Chaque visite de maintenance préventive devra être consignée par le titulaire dans le registre de sécurité dès la fin d'exécution de l'intervention.

II-3.5 Etablissement d'un rapport de visite

Les vérifications périodiques donnent lieu à un rapport de visite classé dans le registre de sécurité. Ces rapports seront établis par site et par type de moyens de secours.

Ces rapports mentionneront :

- Les examens, inspections, essais et contrôles effectués
- Les dates de réalisation des essais
- Les observations relevées, le suivi de ces observations
- Les opérations de maintenance correctives effectuées
- Les travaux de remise en conformité jugés nécessaires (modifications – extensions)
- La nomenclature à jour des matériels existants

La trame de ce document sera validée avec le service sécurité.

Une rencontre de coordination entre le titulaire et le responsable des installations sera effectuée par site lors de la remise du rapport de visite afin de planifier les suites à donner aux observations relevées.

II-3.6 Réunions

Des réunions périodiques auront lieu entre le titulaire et le CHU et les établissements parties :

- Réunion hebdomadaire
- Réunion annuelle bilan de l'année écoulée

Le titulaire devra avoir remis avant chaque réunion, un compte rendu faisant le bilan de l'état des installations, des opérations de maintenances préventives et correctives,

Le titulaire précisera notamment le :

- Récapitulatif des dépenses des consommables au titre du forfait de la maintenance préventive.
- Soumises à facturation dans le cadre maintenance à l'attachement.
- Le planning de maintenance préventive et son état d'avancement,
- L'analyse des interventions de maintenance curative,
- La liste des fournitures achetées au BPU et hors BPU
- La mise à jour exhaustive du parc par type de moyens de secours, avec numérotation, type d'extincteurs, date de mise en service,..
- Des solutions d'amélioration de l'organisation du travail, de la qualité de la prestation...
- Et toute autre proposition à son initiative

Le titulaire devra également proposer des pistes de réflexion sur les actions à mener ou les travaux/préconisations techniques d'amélioration à réaliser.

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu établi par le titulaire cosigné par les deux parties. Des réunions hebdomadaires auront lieu sur site.

II-4 CONDITIONS D'INTERVENTION

Le CHGM prendra, en concertation avec le titulaire, les mesures nécessaires pour établir pendant la période de préparation, un plan de prévention pour notamment prévenir les accidents du travail :

- plans préventifs d'hygiène et de sécurité,
- gestion des extincteurs et des permis feu,
- éclairage des zones d'évolution des personnels,
- contrôle des échelles et des garde-corps fixes,
- respect des règles de circulation et de stationnement.
- DTA
- etc....
- ou d'une façon générale toutes les règles de bonnes conduites.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie du site concerné et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protections nécessaires lors de ses interventions.

Le titulaire doit respecter les règles d'hygiène en vigueur, cf annexe 3

En cas d'interventions sur des matériaux amiantés, le Titulaire devra faire intervenir du personnel habilité à intervenir sur ces matériaux et devra appliquer le protocole adéquat (mode opératoire décrit par la « sous-section 4 » du code du travail, et en cas de besoin plan de retrait ou de confinement, décrit par la « sous-section 3 » du code du travail).

Le Titulaire a l'obligation de mettre tous les moyens en œuvre pour respecter ces règles. Pour se faire, le Titulaire devra prendre connaissance du diagnostic de repérage amiante avant travaux et pourra également consulter le Dossier Technique Amiante (DTA) sur demande auprès du référent amiante.

II-4.1 Mise à disposition des locaux

Le CHGM ne met pas de locaux à la disposition exclusive du Titulaire.

Toutefois, ce dernier pourra utiliser les locaux mis à disposition de la maintenance incendie du site dans le respect des modalités particulières qui seront définies par voie de consignes.

II-4.2 Remise en place des équipements après intervention

Lorsqu'une intervention nécessite le déplacement ou la dépose d'équipements pour accéder à l'organe en cause (plaques de faux-plafond, grilles, dalles de faux-plancher, mobiliers, etc.), le Titulaire est tenu de remettre en place l'ensemble desdits équipements. En fin d'intervention, les lieux doivent être dans l'état d'origine.

Ces dispositions s'appliquent également entre une intervention en dépannage et une intervention en réparation, si celles-ci n'ont pu être effectuées simultanément.

En aucun cas, les équipements déposés ou déplacés et qui sont visibles à l'œil nu, ne doivent rester même provisoirement en l'état en dehors du temps d'intervention, sauf accord du CHU de Toulouse, du CHGM et du CH de Muret.

L'attention du titulaire sera attirée sur la qualité des patients du CHGM qui présentent des troubles du comportement ou psychiatriques et qui obligent à une surveillance permanente du matériel et de l'outillage.

II-4.3 Nettoyage des équipements et des locaux

Le Titulaire assure le maintien en parfait état de propreté des ensembles suivants :

- Locaux techniques recevant les installations, objet du présent Marché, aux divers niveaux du site ;
- Autres locaux, après une intervention d'entretien ou de dépannage, si cette dernière a entraîné des souillures sur les divers revêtements des locaux (murs, sols, plafonds).

Ces dispositions sont prises en vue d'assurer la bonne conservation dans le temps des locaux et du matériel existant. Le Titulaire doit donc la fourniture et l'utilisation de tous les équipements de nettoyage adaptés.

II-4.4 Evacuation des déchets

Le Titulaire doit évacuer immédiatement, après les travaux ou opérations d'entretien, l'ensemble des déchets, gravats, détrit, emballages, matériels démontés, équipements réformés et leur transport aux décharges publiques ou dans les locaux du CHGM pour les équipements qui pourraient être récupérés à la demande de celui-ci.

Le CHU de Toulouse, le CHGM et le CH de Muret peuvent autoriser le Titulaire à déposer certains déchets de faible importance dans les conteneurs des locaux poubelles.

La décision en est prise lors des réunions techniques.

Le stockage des déchets en dehors des lieux prévus à cet effet et, en particulier, dans les divers locaux techniques, les couloirs ou les circulations en étage, ou à l'extérieur du site, est interdit.

Le CHGM pourra faire évacuer par toute entreprise de son choix et ce, à la charge du Titulaire, tout dépôt constaté en lieu interdit.

II-4.5 Utilisation des équipements du CHU, du CHGM

Il appartient au Titulaire d'avertir tout intervenant dont il a la responsabilité, que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux et bureaux, notamment des appareils téléphoniques et des machines à photocopier lui est strictement interdit, sauf dérogation particulière et formelle du CHU de Toulouse, du CHGM et du CH de Muret.

Les Services de Sécurité Incendie du CHGM procédera par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

II-4.6 GARANTIE

- Les interventions de maintenance **préventives ou correctives** seront garanties au minimum trois mois. Le titulaire pourra s'il le souhaite allonger ces délais dans le cadre de réponse technique joint à la présente consultation
- Toutes les pièces remplacées dans le cadre d'une visite **préventive ou corrective** seront garanties 1 an.
- Toutes pannes survenues dans les 3 mois suivant l'intervention de maintenance préventive, ne résultant pas d'une mauvaise utilisation ou cause extérieure, (vandalisme, choc accidentel...) ou d'un défaut ayant fait l'objet d'un devis, sera prise en charge sous garantie.
- En cas de remplacement de matériel, et qu'il s'agisse d'opérations de maintenance ou de travaux, en dehors des matières consommables, aucune fourniture ne peut être facturée pendant les périodes de garantie.
- Pour tous travaux effectués par l'opérateur économique dans le cadre de son Marché, les garanties des équipements concernés s'appliquent intégralement à partir du jour de la réception par l'Etablissement.

Exclusions générales

Sont exclues :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères aux équipements objets du présent marché, telles que :
 - a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation.
 - b) Défaut des équipements touchant à l'environnement de l'installation (défaut ou anomalie du système de conditionnement d'air ; défaut, anomalie ou interruptions de l'alimentation électrique).
 - c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation.
 - d) Tout autre motif extérieur à l'usage normal de l'équipement.
2. Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de l'équipement, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire.
3. Les interventions telles que :
 - déplacement d'équipements
 - adjonction d'équipement d'autre origine

II-4.7 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance des prestations du marché ne peut être admise qu'avec l'accord express du CH Lavour.

Le titulaire devra impérativement préciser le nom des sous-traitants, les prestations concernées, le montant correspondant dans le cadre de réponse technique joint à la présente consultation. Il fournira également les habilitations et certification nécessaire à l'exécution de la prestation.

L'ensemble de ces éléments est à fournir obligatoire au stade de la candidature afin de permettre au CHU d'apprécier la valeur technique de l'offre

En tout état de cause, la responsabilité du titulaire reste, conformément au Code de la Commande Publique, entière pour les travaux sous-traités.

II-5.1 Consommables

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients, les petits matériels, les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

II-5.2 Pièces détachées

Les pièces détachées mises en place par le titulaire du marché, seront de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur de l'équipement concerné et conformes au rapport d'associativité matériels, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs pour qu'il puisse être approvisionné en pièces détachées dans des délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire prend à sa charge le coût des pièces détachées dans le cadre de la maintenance préventive.

Pour le reste, le coût des pièces détachées nécessaires à la maintenance corrective sera pris en charge par le CHU ou le CHGM sauf dans le cas où le remplacement de cette dite pièce détachée serait dû à un manquement de maintenance préventive.

Les pièces détachées (ensemble et composants) facturées hors forfait et remplacées au titre du présent marché sont garanties 1 an. Les pièces remplacées deviennent la propriété de l'Etablissement acheteur.

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients, les petits matériels, les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur. Tout changement de caractéristiques, doit être immédiatement signalé au Service Sécurité. Dans tous les cas, les pièces devront être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine, et le titulaire devra respecter les règles d'associativité entre matériels.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les points suivants :

- Pièces de rechange

Les pièces de rechange sont celles prévues au marché de fourniture des appareils complets et pour lesquelles le fabricant s'est engagé à assurer le service des pièces détachées pendant le nombre d'années défini audit marché.

- Charges

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

- Récupération

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus autres doivent être présentées au représentant de la personne publique et évacuées par la suite par le titulaire du marché.

- Remplacement des extincteurs

Un bilan des extincteurs à remplacer l'année N+1 devra impérativement être remis aux services securite dans le mois suivant la maintenance préventive annuelle afin d'établir le prévisionnel de dépenses de l'année suivante.

Par ailleurs, lors des remplacements des extincteurs, le titulaire devra impérativement s'assurer et mettre si besoin un support adapté à l'extincteur neuf.

II-5.3 Présentation des devis

Le titulaire s'engage à faire parvenir son devis aux Services de Sécurité Incendie du CHU de Toulouse, du CHGM et du CH de Muret par voie dématérialisée dans un délai inférieur à 2 jours ouvrés.

II-6 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

II-7 CONSIGNATION

Les autorisations d'accès du titulaire aux locaux et les autorisations d'intervention sur les installations techniques seront soumises à validation des Services de Sécurité Incendie et consigné sur une main courante.

Cette démarche permet aux Services de Sécurité Incendie de s'assurer :

- De la nature des prestations à réaliser,
- De l'impact des prestations sur l'activité hospitalière,
- Que toutes les dispositions de sécurité, de réglementation, de consignation et d'information, sont et seront prises en compte et appliquées par le titulaire et les Services de Sécurité Incendie,
- Que les techniciens du titulaire interviennent dans les meilleures conditions de travail,
- Que les utilisateurs finaux sont informés des actes techniques qui peuvent influencer sur leur activité.

Le titulaire fournira aux techniciens des établissements hospitaliers assurant le suivi du contrat, tous les éléments nécessaires concernant la mise en route et l'arrêt desdites installations.

II-8 SPECIFICITES PAR ETABLISSEMENT

II-8.1 Spécificités Marchant

Pour le CH Marchant, le parc est détaillé en annexe 3 intitulée « **Parc extincteurs CH Marchant maj 2025** ».